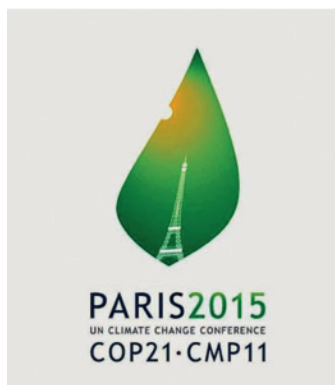


NOTE DE DÉCRYPTAGE

DES ENJEUX DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES DE PARIS
À L'ISSUE DES RÉUNIONS PRÉPARATOIRES JUSQU'À MI-NOVEMBRE 2015

Convention-cadre des Nations Unies
sur les changements climatiques



4 / Implication de la personne

Pierre Radanne

Paris, le 24 novembre 2015





Ce document a été préparé par **Futur Facteur 4** pour le compte de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) et ne représente pas nécessairement le point de vue de l'une ou l'autre de ces organisations, ni celle de la présidence de la CdP20.

Vous pouvez consulter cette Note de Décryptage en ligne à :

www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub.php?id=16

Note de décryptage

des négociations de la CdP-20 sur les changements climatiques

Ce dossier a été réalisé par :

Pierre **RADANNE**, Vaia **TUUHIA** et Christian **OUEDRAOGO**.

Conception graphique : *Émilie Chéron*

Le contenu de cette note de décryptage ne peut engager que ses auteurs.

Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD)

56, rue Saint-Pierre, 3^e étage

Québec G1K 4A1 Canada

Téléphone : (1-418) 692-5727

Télécopieur : (1-418) 692-5644

Courriel : iepf@iepf.org

Site Internet : www.ifdd.org

Financé par :

Le ministère des Affaires Étrangères du Développement International français et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie.

La note de décryptage est destinée à faciliter la compréhension des négociations climat.

Cette note de décryptage a été rédigée avec quatre objectifs :

- Aider le public le plus large possible à comprendre l'enjeu de ces négociations en essayant, dans la mesure du possible, d'éviter le jargon technique;
- Décrire le processus, son état d'avancement, les sujets en débat, les difficultés rencontrées et les points de blocage;
- Présenter d'une façon abordable donc simplifiée le contenu de l'Accord de Paris;
- Éclairer les points de convergence possibles et les options qui pourraient faire avancer le processus.

Plus encore que les autres années, cette note de décryptage est à l'intention des personnes, très nombreuses, qui extérieures au cercle étroit des négociateurs, participeront à des événements liés à la CdP de Paris où la suivront à distance.

La note existe également en version anglaise, espagnole, arabe, russe et chinois.

4 /

IMPLICATION
DE LA PERSONNE

Table des matières

- p.7 ... **1 / LA SENSIBILISATION DES OPINIONS PUBLIQUES
ET LE PASSAGE À L'ACTION DES CITOYENS**
- p.7 ... **1.1 / L'humanité va avoir rendez-vous à Paris en décembre
2015... avec elle-même**
- p.8 ... **1.2 / L'avancée considérable réalisée ces dernières
années dans la sensibilisation des opinions publiques**
- p.12 ... **2 / LE CHAÎNON MANQUANT :
LE MESSAGE À LA PERSONNE**
- p.15 ... **3 / PRÉSENTATION DU PROJET OUR LIFE 21**
- p.28 ... **4 / RÉSULTATS DE OUR LIFE 21 : DES TRAJECTOIRES
DE VIE DÉCRIVANT UNE COMMUNAUTÉ DE DESTINS**

1 / La sensibilisation des opinions publiques et le passage à l'action des citoyens

Cette partie aborde une question décisive, bien qu'en marge de la négociation internationale sur le climat elle-même, mais décisive à la fois pour l'acceptation des décisions, et essentielle pour la mise en œuvre à toutes les échelles des sociétés. Il s'agit de l'implication de chaque personne, de ce qui lui est nécessaire pour participer à la mutation en cours, et ce quelle que soit sa condition sociale.

Elle comprend 2 parties :

- L'état de l'opinion publique mondiale à partir de la Consultation World Wide Views, et une réflexion sur l'insuffisance de message à la personne ;
- La présentation du projet Our Life et de ses premiers résultats.

1.1 / L'HUMANITÉ VA AVOIR RENDEZ-VOUS À PARIS EN DÉCEMBRE 2015... AVEC ELLE-MÊME

Réussir la conférence de Paris implique de progresser sur la mobilisation active de tous les États, des entreprises, des collectivités locales et aussi des citoyens. Bref parvenir à mettre toute l'humanité en marche dans le sens d'un usage plus efficace de l'énergie, de la valorisation des énergies renouvelables à la place de l'utilisation des combustibles fossiles... de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique, de la généralisation du recyclage et de la protection des forêts...

Cela implique que chacun doive non seulement comprendre ces enjeux décisifs, mais aussi, pour agir, avoir des garanties quant à ses conditions de vie pour lui et pour ses enfants. Pour cela, la confé-

rence de Paris doit être la première qui s'adresse aussi à la personne, au-delà de sa dimension de négociation internationale et de mise en œuvre par les acteurs économiques et financiers.

1.2 / L'AVANCÉE CONSIDÉRABLE RÉALISÉE CES DERNIÈRES ANNÉES DANS LA SENSIBILISATION DES OPINIONS PUBLIQUES

La consultation World Wide Views

Le Danish Board of Technology, qui est un comité du parlement danois, a élaboré en 1987 un processus impartial et dynamique d'écoute des opinions publiques sur de grandes questions de société.

Elle a été appliquée au changement climatique lors de la préparation de la conférence de Copenhague en 2009 et cela vient d'être renouvelé en préparation de la conférence de Paris.

Cette démarche procède en quatre temps avec :

- la constitution avec des organismes de sondage dans les différents pays de panels représentatifs des citoyens (selon l'âge, la localisation géographique, le niveau de revenu et les opinions politiques),
- la soumission ensuite aux personnes sélectionnées d'un dossier impartial d'avis contradictoires sur les opinions existantes sur le changement climatique et les actions possibles par les États et les diverses collectivités publiques, les entreprises et les populations,
- une délibération sur une journée par les personnes du panel après prise de connaissance des éléments du débat, mais seules en dehors de toute influence extérieure,
- enfin, la réponse à un questionnaire simple préparé par les organisateurs et commun à tous les pays.

Les panels comprennent autour de 100 personnes. Dans certains pays, plusieurs panels ont travaillé en parallèle.

La consultation de 2009 avait été réalisée dans 35 pays, essentiellement des pays développés et émergents. Celle de cette année a été appliquée le 6 juin 2015 avec une réunion en simultané des panels dans 75 pays en impliquant 10.000 personnes (organisée par le Danish Board of Technology avec des structures françaises (le Conseil National de la Décision Publique et Missions publiques). Ce niveau d'ampleur et de qualité est historiquement sans équivalent. Une comparaison de l'évolution depuis 2009 a été aussi possible. Surtout, la

comparaison est possible.

Cette méthode est donc très différente d'un sondage. Il ne s'agit pas de seulement recueillir la sensibilité des personnes et leurs avis. Le processus à travers l'apport des éléments du débat en fait des citoyens éclairés. Leur délibération les place ensuite dans un processus dynamique pour rechercher des solutions collectives. Bien évidemment, il en ressort à la fois des convergences, des divergences et des attentes exprimées pour l'implication et la mise en œuvre des actions. Il en résulte des enseignements clairs.

Une forte augmentation de la sensibilisation au changement climatique

En moyenne 80% des personnes des panels se sont accordées sur la gravité du changement climatique et de ses impacts. La grande nouveauté par rapport à 2009 est une forme d'alignement sur ce même niveau des opinions publiques au niveau international : les pays développés, les pays émergents et les pays en développement autour de cette moyenne. Des avis davantage partagés ont été constatés essentiellement dans les pays pétroliers (États-Unis, pays du Moyen-Orient, Russie) avec un taux moyen tout de même de 50%. Le même pourcentage a été constaté au Japon qui de son côté doit faire face aux conséquences de la catastrophe de Fukushima.

Cet alignement des opinions publiques dans l'ensemble du monde résulte du fait de l'éclairage apporté par les travaux du GIEC, de la mondialisation de l'information en direction des populations et surtout probablement des impacts de plus en plus constatés au quotidien dans les pays des effets négatifs du changement climatique.

Une forte convergence sur les moyens d'action :

Le niveau très élevé de personnes sensibilisées aux impacts du changement climatique débouche sur une acceptation cohérente des mesures qui font l'objet de propositions et des négociations pour la conférence de Paris: la priorité à l'atténuation des émissions, l'instauration d'un prix ou d'une taxe carbone, des contributions financières proportionnelles aux moyens des pays et la nécessité de conclusion d'engagements juridiquement contraignants, y compris avec contrôle des progrès effectifs des pays.

Voir ci-dessous le détail des principaux résultats mis en évidence par cette consultation. Les résultats détaillés de ce processus pour chacun des 75 pays sont consultables sur le site www.wvviews.org.

Une profonde évolution depuis 2009 avec un processus d'homogénéisation entre les pays de sensibilisation des opinions publiques

- Le taux moyen de personnes qui se disent très concernées par les impacts des changements climatiques est au plan mondial de 78%. Il est de 65% dans les pays développés, celui-ci est maintenant plus élevé dans les pays en développement, avec 85%. Les taux les plus faibles sont enregistrés dans les pays pétroliers et charbonniers.
- Une majorité de 71% considère que les Nations Unies ne sont pas assez actives pour lutter contre le changement climatique.

Les actions à engager

- Les participants se sont exprimés de façon assez uniforme selon les pays pour donner une priorité à l'adaptation (12%), à l'atténuation (20%) et donc un avis très majoritaire (68%) pour l'association des deux.
- 88% des participants souhaitent la mise en place d'une taxe carbone dès lors que celle-ci serait proportionnelle au niveau de développement et qu'elle pénaliserait les pays qui ne réduiraient pas suffisamment leurs émissions.
- À 45%, ils considèrent qu'il faut stopper l'exploration de nouvelles réserves de combustibles fossiles, avec évidemment un niveau d'accord qui chute à 20% dans les pays producteurs de pétrole.
- Les participants ont considéré à 90% que le changement climatique est ou doit être une priorité nationale, de façon homogène selon les pays, avec l'avis à 46% que leur pays n'agit pas assez et à 8% à l'inverse que cela ne doit pas être une priorité.

Mais avec une appréciation contrastée sur les effets sur la qualité de vie des mesures de lutte contre le changement climatique

- Si à 70% les personnes considèrent en moyenne que les actions de lutte constituent des opportunités, une proportion importante, de 15% à 60%, les perçoit comme défavorables à la qualité de vie; notamment au Japon et dans les pays producteurs de pétrole et de charbon.

Les objectifs de la négociation

- En cohérence avec ce qui précède, 71% des participants des pays en développement sont en faveur d'un accord à Paris pour limiter le

réchauffement en dessous de 2°C, c'est-à-dire plus que la moyenne des participants de l'ensemble des pays (63%).

- Les participants ont donné à 60% la priorité à une action concertée de tous les pays. 79% considèrent néanmoins que leur pays doit prendre davantage de mesures pour réduire les émissions, et ce même si d'autres pays ne le font pas. 17% sont d'avis inverse.
- 79% des participants estiment que les pays développés doivent davantage soutenir l'adaptation et l'atténuation des pays en développement, avec une réticence forte au Japon, aux États-Unis et en Russie.
- À 56%, ils considèrent que les pays émergents doivent assumer des responsabilités supérieures aux pays en développement les moins avancés et les plus vulnérables. En conséquence, ils se prononcent à 77% pour qu'ils participent au financement du Fonds Vert pour le Climat. Mais, à 63% ils estiment que les pays en développement doivent eux-mêmes contribuer également aux efforts, au moins partiellement.
- 61% des participants s'expriment en faveur d'une vérification par les Nations Unies du niveau satisfaisant des actions des pays. À 90%, ils considèrent que les pays doivent publier annuellement leurs émissions et les résultats de leurs actions.
- À 68%, ils considèrent que l'accord de Paris doit être juridiquement contraignant.

Cette consultation constitue donc un mandat fort pour l'avancée de la négociation internationale sur le climat.

2 / Le chaînon manquant : le message à la personne

es divers sondages et la consultation World Wide Views soulignent néanmoins, une grande difficulté de transcription des opinions générales dans les choix de vie individuels.

La notion de développement durable pointe l'urgence de prendre en compte les limites de la planète en faisant des compromis collectifs favorables à la cohésion sociale et à la paix. Mais, il manque pour le moment une promesse aux personnes de réussite de vie.

A cela deux raisons:

- La difficulté politique de faire de la prospective des modes de vie, particulièrement en temps de crise économique et sociale;
- L'insuffisance de travaux établissant un lien de façon claire entre les scénarios globaux et les trajectoires possibles des ménages pour leurs consommations d'énergie, leurs émissions de gaz à effet de serre et leurs effets sur leur budget.

Il est essentiel de raisonner dans les termes concrets de la vie quotidienne pour donner une vision partagée du futur avec une nouvelle forme de développement accessible à tous les pays.

Les objectifs climatiques doivent être traduits dans les trajectoires de vie individuelle et les modes de vie au quotidien. C'est là la condition de l'adhésion et de l'engagement personnel. Car démontrer leur nécessité et leur faisabilité globale ne suffit pas, il s'agit de donner aussi des garanties à chaque personne qu'elle va pouvoir en même temps réussir sa vie et le permettre pour ses enfants, et ce, en traversant des transformations de grande ampleur rendues nécessaires au titre de l'intérêt général.

De ce point de vue, l'invocation de l'urgence et des catastrophes encourues n'accélèrent pas l'avancée dans les transitions à réaliser. Au contraire. L'adhésion des populations ne peut pas résulter seulement de la compréhension de la gravité du changement climatique. Leur seule perception déclenche davantage un repli sur soi qu'un

passage à l'action. Elle génère de l'inquiétude, provoque des crispations sociales et des résistances aux décisions politiques.

De fait, le soutien aux politiques de lutte contre le changement climatique a reflué dans les opinions publiques de certains pays développés ces dernières années, sous la pression des préoccupations économiques et sociales immédiates avec le ralentissement de la croissance économique. Dès lors, qu'il s'agisse de la négociation internationale sur le climat ou de l'engagement dans une transition énergétique, la décision publique peut y être en difficulté, le manque de soutien démocratique ne favorisant pas le dépassement des positions et des intérêts existants.

Le soutien des citoyens aux responsables politiques pour un accord ambitieux serait facilité s'ils visualisent pour eux-mêmes et pour leurs proches ce que deviendra leur vie dans un monde réalisant les préconisations du GIEC: une division par deux des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050 et, pour les pays industrialisés, une division au moins par cinq par rapport à 1990.

Renforcer les chances de succès de la conférence Climat de Paris nécessite de s'appuyer sur:

- Une explicitation des pratiques et des initiatives existantes partout dans le monde, dans différents secteurs et filières qui permettent à la fois la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique et l'amélioration des conditions de vie ;
- Une implication des citoyens des pays sur la base d'une vision claire des possibilités concrètes d'évolution de leur mode de vie.

Réussir ces points enclencherait une dynamique dans l'opinion et par voie de conséquence renforcerait l'ambition de la négociation et motiverait au respect des engagements pris.

Un effort accru d'éducation et d'information est indispensable pour permettre à chacun de mieux comprendre la portée de ses actes personnels par rapport aux nécessités collectives. Une bonne appréciation de la portée de ses propres actes passe par une capacité de quantification de leurs effets. Les personnes ne peuvent en effet s'engager à l'aveugle, elles ont besoin d'en hiérarchiser l'importance et d'en appréhender le bénéfice en termes de réduction des émissions. Ainsi, nos modes de vie doivent donc à la fois être soutenables, répondre à une ambition collective et individuelle et être

désirables, pour chacun, dans chaque pays. La sensibilisation doit être complétée par :

Une explicitation à la fois précise et compréhensible des options technologiques par secteur et par filière pour s'intégrer dans une vision partagée du développement. Ce travail de formation et de débat est particulièrement important dans la période actuelle de profond bouleversement de l'économie.

- Une claire compréhension des bénéfices de la lutte contre le changement climatique pour le développement et pour la création d'emplois.
- La construction d'un soutien clair en faveur des choix politiques à prendre à tous les niveaux: international, national et local.

Cette adhésion des populations conditionne un engagement volontariste et durable de la part des responsables politiques. Néanmoins, les Contributions présentées apparaissent inégales dans leur effort de mobilisation des acteurs et d'explicitation en direction de la société civile et de la population.

3 / Présentation du projet Our life 21



Il faut donc faire le lien entre les objectifs climatiques globaux au plan international et national pour 2030 et 2050 et l'évolution de ménages qui réussissent progressivement cette transition dans leur vie personnelle pour ces horizons temporels successifs.

C'est l'objectif du projet " Our Life 21" porté par **L'association 4D** (Dossiers et Débats pour le Développement Durable). Our Life 21 doit contribuer à ce que chaque citoyen puisse visualiser pour lui et ses proches ce que deviendra sa vie dans un monde répondant à la fois à ses aspirations personnelles et au défi climatique. Our Life 21 vise à alimenter sur le long terme un nouvel imaginaire d'un futur, durable et désirable.

Ces exemples de trajectoire personnelle qui parviennent à atteindre de bonnes conditions de vie sont appliqués à des familles de différentes situations économiques, sociales et culturelles dans 8 pays représentatifs : France, Allemagne, États-Unis, Chine, Inde, Pérou, Sénégal et Algérie. Our Life 21 propose d'imaginer des vies réussies en 2050 dans un monde maîtrisant le réchauffement climatique. On adopte pour cela le terme de familles au lieu de celui plus impersonnel de ménage.

La représentation des familles dans le projet Our Life 21

Le projet Our Life 21 a retenu une décomposition en familles représentatives de la diversité des situations entre pays, niveaux sociaux et perceptions du futur, à partir des 4 paramètres suivants: la composition familiale, l'âge des personnes, le niveau de revenu et la localisation géographique au sein du pays et la situation spatiale (habitat urbain concentré, diffus et rural). Le nombre de familles est de 5 à 10 par pays.

Ce projet, engagé en 2014, continuera de se déployer en 2016 par un approfondissement et par une dynamique de co-construction en prise avec les différents types d'acteurs à impliquer et toujours en concordance avec l'évolution des négociations climat.

Our Life 21, une démarche inclusive, immersive et empathique

Pour cela, il est nécessaire de passer par une description précise des comportements, des technologies et des usages des ressources à l'échelle d'un ménage. La méthodologie et la forme rédactionnelle utilisées pour les 8 pays sont les mêmes que pour l'exercice effectué en 2013 sur les modes de vie pour la France (Visions de l'Ademe 2030-2050). Le même compromis est repris avec un nombre limité de cas de familles afin d'assurer la lisibilité malgré la complexité des situations concrètes et des tendances structurantes de la société. Par "modes de vie", on entend ici la prise en compte de fonctions qui structurent notre quotidien: se loger, se déplacer, se nourrir, se vêtir, travailler, se divertir etc. Mais également des valeurs, des représentations du monde et de soi qui nous structurent individuellement, avec leurs dimensions sociologiques, psychologiques et culturelles. Cela ne se cantonne pas à la seule responsabilité individuelle et fait écho aux modes de faire, de produire et de mener les politiques publiques.

Ainsi le projet Our Life 21 s'inscrit dans une triple démarche :

- **Inclusive** de tous les pays et de toutes les populations,
- **Immersive** en partant de l'évolution des vies personnelles,
- **Empathique** en se donnant comme objectif la réussite des vies personnelles.

Cette scénarisation aux horizons 2030, puis 2050, s'appuyant sur les Contributions nationales présentées par les pays auprès de la CCNUCC, est effectuée à travers des récits de vie de familles de pays représentatifs, chacune traversant la première moitié de ce siècle, dans des conditions socio-économiques différentes.

L'horizon temporel retenu est 2050, car c'est l'horizon critique pointé par les scénarios du GIEC. C'est le point d'ancrage des récits, de la quantification et des conclusions à tirer de l'exercice. Cet horizon présente un autre élément de cohérence, en effet, en 2050, l'essentiel des équipements aura été renouvelé: véhicules, équipements

ménagers,... (à l'exception d'une partie du parc de bâtiments et des grandes infrastructures de transport). Cela permet donc de visualiser l'effet global du passage à des technologies moins émettrices de gaz à effet de serre notamment liées à l'énergie, à l'agriculture et à la gestion des déchets.

Puisque 2030 sera l'horizon des prises d'engagement et des contributions des États dans le cadre de la négociation de la conférence de Paris, un point de passage est donc explicité dans chaque récit de famille mettant en évidence le cheminement progressif depuis la situation initiale (2010) jusqu'en 2050 ainsi que l'application des dispositifs de politiques publiques et des mécanismes de marché actuels ou possibles à décider dans un cadre international.

Des récits doivent attester de la réussite de trajectoires de développement durable sobre en carbone et résilient au changement climatique. Cette démonstration, en montrant les bénéfices économiques, vise à faciliter la mise en mouvement des opinions publiques, à contribuer au passage à l'action et donc à l'avancée de la négociation climat elle-même. Ceux-ci couvrent la diversité des stades de développement, de politique énergétique, agricole et forestière, d'exposition au changement climatique et de contextes sociaux et culturels.

Le projet Our Life 21 comprend les étapes suivantes :

- Une description des évolutions possibles pour des familles types en fonction de leurs situations sociales, familiales, géographiques et culturelles en décrivant **leurs modes de vie** et leur appropriation des politiques publiques ;
- Une **mise en récit** des trajectoires de vie résultant de l'analyse des émissions actuelles, des travaux de prospective et de propositions issues d'une co-construction avec des acteurs des pays ;
- Une **validation quantitative** qui appuie la mise en récit afin d'attester que les trajectoires suivies permettent bien de **réaliser les objectifs climatiques** ;
- La production d'**outils de communication** pour la conférence de Paris et contribuer à la **mobilisation citoyenne**.

L'écriture des récits

En miroir d'un discours technique complexe, de prospectives éco-

nomiques globales, il convient de construire des visions de cheminement de vies personnelles. Ces récits doivent mettre en évidence les comportements, les solutions techniques et les instruments de politique publique permettant d'atteindre les objectifs climatiques. Il s'agit en quelques pages de raconter la vie quotidienne de familles de différentes parties du monde en 2030 et 2050 avec les changements qu'elles ont réalisés. Cela passe par une écriture à la fois sincère et empathique qui n'occulte ni les difficultés, ni le temps nécessaire aux transitions. Cette expression appropriable par chacun doit aller au-delà d'une description de ménage moyen, en donnant chair à cette représentation.

La prise en compte de la subjectivité individuelle

Le travail de construction des familles a recherché une cohérence psychologique des personnages des familles à partir de leurs conditions concrètes de vie. En effet, qualifier des choix et des comportements individuels d'irrationnel (au plan technique ou économique), comme on l'entend parfois, constitue une grave erreur. On doit au contraire être attentif à la diversité des formes de rationalité et des subjectivités. Chaque personne organise sa vie en faisant des compromis et des optimisations complexes qui découlent de sa culture, de sa situation familiale, de sa localisation géographique et traduisent ses aspirations, ses capacités financières et ses formes d'inscription sociale. Il faut donc dépasser une approche par représentation d'un individu moyen en retenant des cas représentatifs. En effet, une représentation par individu moyen fait obstacle à la compréhension, chacun ne pouvant ni percevoir son écart à la moyenne, ni s'identifier à des figures repères. Un nombre limité de cas "significatifs" de modes de vie, permet de saisir la diversité des situations socio-économiques et des changements à différentes périodes de vie. Ce constat concorde avec les enseignements de la psychologie sociale: les personnalités se construisent par affirmation d'une singularité personnelle, par différenciation d'avec les autres, ainsi que par identification à des modèles sociaux et culturels.

Une richesse : la diversité des trajectoires individuelles

Cette approche débouche sur un résultat contre-intuitif, à savoir que la multiplicité des ajustements individuels donne un résultat global plus performant que ce que proposent les scénarios raisonnant en

termes d'individu moyen, y compris avec application maximale (et improbable) des potentiels des technologies. La raison en est que les possibilités concrètes d'adaptation des choix et des comportements individuels présentent des potentiels forts et surtout très diversifiés qui profitent à toute la société. D'où l'analogie qui s'en dégage avec les processus de la nature: à savoir que la richesse de la biodiversité des espèces et des écosystèmes renforce globalement la capacité d'adaptation du vivant. De la même façon, la subjectivité individuelle et la grande variété des choix et des comportements humains ne constituent pas des obstacles au changement mais en élargissent les potentialités. Mais cela toutefois à des conditions fortes: qu'il y ait une lecture des enjeux, des visions du futur partagées et surtout une inscription dans des valeurs communes d'intérêt général. Sans ce processus, des pressions directes sur les choix et les comportements aboutissent à des réactions de rejet. En clair, une réduction de 40 à 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2050 sera hors de portée si chacun ne prend pas en charge dans ses choix et ses comportements un intérêt général supérieur collectif.

Néanmoins, le travail effectué a permis de fortement progresser sur ce plan :

- Les comportements des personnes non seulement ne convergent pas mais tendent à se diversifier à mesure que les modes de vie se différencient et que les personnes ont accès à davantage d'éducation, de revenu, de moyens de communication et d'offres culturelles.
- Il y a de moins en moins de concordance entre les catégories sociales usuellement utilisées et les comportements effectifs observés.
- Du fait de cette complexité, les comportements échappent largement aux consignes des politiques publiques. Cela débouche sur une faible efficacité des contraintes réglementaires et même des systèmes incitatifs.

Pour chaque situation d'une famille, plusieurs types de comportement sont possibles. Les comportements résultent de la recherche par chaque personne, dans ses contraintes de vie concrètes, de satisfaction dans sa vie personnelle. Un exercice de prise en compte des comportements doit donc brosser un large spectre sans émettre de jugement normatif en mettant en scène des choix réalistes et en présentant leurs résultats.

La différenciation des comportements

Les exercices de modélisation ont l'habitude de traiter des performances technologiques, avec souvent un volontarisme fort d'évolution des performances en édulcorant les changements de comportement, le choix étant de partir de performances moyennes des technologies pour l'année de départ, puis d'y substituer progressivement les technologies les plus performantes. Ensuite, l'option classique retenue est que des réglementations ou normes font sortir du marché les équipements les moins performants. Cette méthode de modélisation est robuste pour calculer les consommations et les productions d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre. Mais, cela s'avère insuffisant pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pour limiter le réchauffement en dessous de 2°C. Y parvenir implique d'optimiser aussi l'organisation même des sociétés, ce qui inclut l'urbanisme, la localisation des activités et les comportements individuels. La prise en compte des comportements personnels bute sur la crainte d'ingérence dans la vie privée et d'imposition d'atteintes à la liberté individuelle. Les scénarios qui se veulent volontaristes ne parviennent à atteindre les résultats escomptés qu'à travers des contraintes réglementaires et une fiscalité forte pour accroître le coût du carbone. Mais celles-ci tendent à creuser les inégalités sociales, ce qui génère des oppositions.

L'ampleur des actuelles transformations économiques, technologiques, sociales, écologiques et internationales, fait entrer dans une période historique différente des deux siècles précédents avec des mutations difficiles à intégrer. Or les prospectives, les négociations internationales et les politiques publiques s'attachent peu à impliquer directement les personnes. Il reste donc à construire une cohérence entre les transitions globales nécessaires et les transformations de modes de vie personnels.

La prégnance des questions éthiques

L'émergence de principes éthiques et moraux à vocation universelle est un aspect déterminant pour la transition. La somme des intérêts nationaux ne donne plus l'intérêt général de l'humanité toute entière. Pourtant, des règles éthiques renforcées permettraient d'assurer la cohésion sociale dans le respect des limites de la planète et de réduire les inégalités. D'un point de vue anthropologique, les grandes religions et les philosophies ont pendant des millénaires

assuré cette fonction fondamentale de définir les règles collectives en insistant sur la maîtrise de la violence ainsi que sur le sens et les voies de réussite des vies individuelles. Le développement durable appelle à un renouvellement de ces valeurs.

S'insérer dans une citoyenneté globale

L'enjeu est à travers du projet Our Life 21 d'ouvrir un débat. C'est ensuite à chacun, dans un cadre démocratique, de se déterminer en fonction des options possibles et de leurs conséquences, en remettant la personne au centre, selon une option humaniste, pour laquelle c'est à travers l'éducation, l'information et l'identification par chacun de ses possibilités que les choix et les comportements les meilleurs seront adoptés. Les multiples processus de mondialisation actuels, qu'ils touchent à la production industrielle, aux échanges économiques, à la gestion écologique de la planète et à la circulation des informations, tous exigent en contrepartie que le citoyen se situe dans un scénario de réussite de sa vie en s'intégrant dans un projet collectif de l'humanité toute entière. Cela implique un progrès politique : construire une citoyenneté et une identité planétaires qui s'ajoutent à celles existantes (locale, nationale, de langue, de genre, d'appartenance sociale...). Il faut s'inscrire dans une perspective positive, à la fois collective et individuelle, apte à donner sens à la transition. Le citoyen est en demande de propositions concrètes, vivantes, palpables. Pour cela il faut progresser sur les vecteurs effectifs de transformation vers la sobriété, les progrès technologiques et organisationnels qui font changer et qui donnent envie de changer.

Comme c'est toujours le cas dans les changements majeurs de civilisation, les modifications des méthodes de production (agricoles, industrielles...), les évolutions technologiques, les transformations de l'organisation des activités productives, l'accès à de nouveaux moyens de transports et de communication transforment profondément aussi bien les mentalités, l'organisation économique et sociale que les structures politiques. Cette transition doit s'inscrire dans un cadre d'objectifs quantifiés et selon un calendrier précis de réalisation. Concrètement, le milieu du siècle va donc constituer une échéance décisive.

Rendre perceptibles les bénéfices collectifs, notamment en

emplois

Cette transition à la fois globale et individuelle doit se concrétiser dans des bénéfices individuels et collectifs précis. Il s'agit notamment de la réduction de dépenses contraintes qui libère du pouvoir d'achat, de la création d'emplois, de la compétitivité du pays et du territoire de vie. C'est-à-dire de facteurs qui conditionnent la cohésion sociale et la paix civile.

S'inscrire dans un cadre de démocratie et de cohésion sociale

La mondialisation économique et la gestion collective de la planète nécessitent un cadre politique renforcé intégrant tous les pays avec des règles communes de régulation. Le dernier principe posé est donc de s'inscrire dans une société démocratique, intégratrice. Cela rejoint la recherche dans la négociation internationale d'un cadre juridique assurant la confiance par respect des engagements pris. Un cadre juridiquement contraignant constitue une condition de crédibilité et d'efficacité. On ne pourra pas atteindre les objectifs climatiques sans adhésion du citoyen, pas seulement pour obtenir un soutien politique aux décisions, mais surtout pour l'efficacité de la mise en œuvre pratique. Et cela s'applique à tous les pays, développés comme en développement.

La métaphore de l'escalier

Il y a plus de 10.000 ans a été effectuée une avancée démocratique cruciale : la conception de l'escalier, avec une hauteur de marche adoptée équivalente dans toutes les civilisations. Il s'est en effet avéré essentiel de convenir de la hauteur des marches pour qu'un bambin et un vieillard, c'est-à-dire tous, puissent passer d'un étage à l'autre. Ce qui différencie, ce n'est pas l'objectif à atteindre mais le temps pour y parvenir. Par analogie, l'apport de la notion de transition dans le débat public, c'est qu'elle insiste non seulement sur les objectifs mais aussi sur la faculté pour chacun et toute la société de pouvoir progresser pour les atteindre. Ainsi une politique publique doit être à la fois inclusive et progressive.

Un cadre démocratique est indispensable pour favoriser une dynamique de changement et d'innovation et la recherche de consensus. Une transition de l'ampleur de celle qu'il faut réaliser ne pourra pas être réalisée à travers de seules mesures incitatives faute de moyens ou surtout contraignantes du fait des rejets provoqués. Il

faut s'appuyer sur un cadre de co-construction et de négociation. Sans cela, il est clair que les tensions feraient basculer dans des logiques conflictuelles ou totalitaires. Le respect des limites globales ne pourra être obtenu sans contrepartie, sans une plus grande intégration du citoyen dans la prise de décision collective.

Les apports de la révolution des moyens de communication

Les nouvelles technologies d'information et de communication peuvent faciliter le processus d'implication. L'accès à l'information par téléphonie, par internet, à partir de capteurs situés dans les équipements facilite l'adoption des comportements nécessaires en soulageant ainsi la contrainte de vigilance de la part de l'utilisateur. Les rapides progrès des technologies de l'information et de la communication, renforçant les échanges relationnels interpersonnels, pourraient permettre aussi de dépasser les impasses du mode de développement actuel et de progresser vers une voie d'expansion de l'humanité fondée sur l'accès à l'autre, la connaissance et la culture en minimisant les consommations de matières et les émissions de polluants. En effet, la connaissance, la relation à l'autre et la culture constituent les seules vraies perspectives de développement à potentiel infini.

La recomposition des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre par catégorie d'usage

Puisque l'exercice Our Life 21 se place dans une logique bottom-up d'affectation de montants de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre des ménages, il faut disposer d'une nomenclature des postes de consommation applicables à des familles de différents pays. Pour cela a été adoptée une nomenclature en "catégories d'usage" qui transcrit les consommations d'énergie et les autres activités émettrices de gaz à effet de serre au plus près des besoins et des modes de raisonnement des ménages.

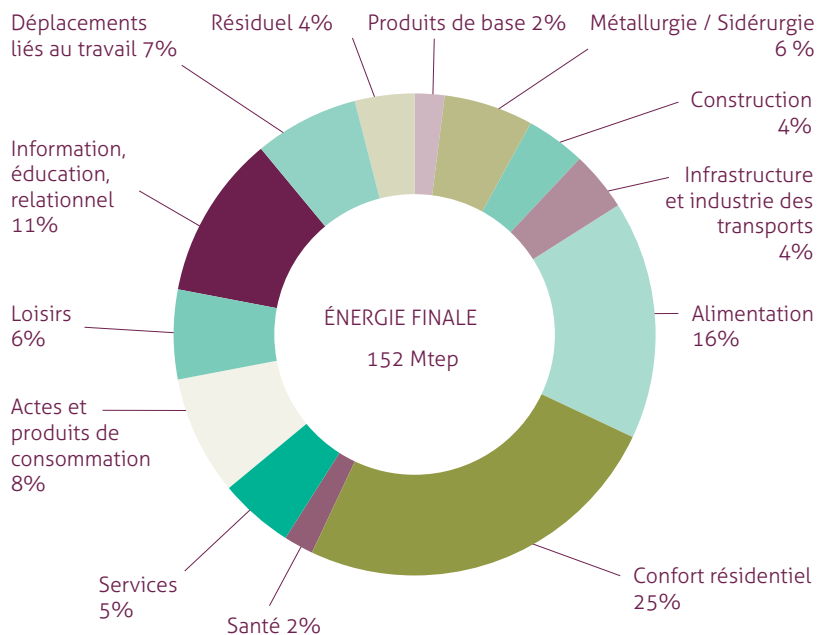
- **L'alimentation** en prenant en compte les activités amont " de la fourche à la fourchette ", c'est-à-dire les consommations et émissions agricoles, celles des industries agroalimentaires, du transport de ces produits, le commerce lié, la distribution et la mobilité pour motif achat et, à domicile, la cuisson et le froid domestique.
- **Le confort résidentiel** avec les seuls usages de base des logements : le chauffage ou le rafraîchissement, la production d'eau

chaude sanitaire et l'éclairage.

- **Les biens et actes de consommation** courante, hors alimentation et hors équipements électroniques affectés à une autre catégorie. On y retrouve les vêtements et leur entretien, les meubles, les ustensiles de cuisine, l'outillage courant du logement, les jouets et divers équipements, avec en amont les activités manufacturières nécessaires et le transport de personnes et de marchandises liés.
- **Les services tertiaires publics et privés.** Cette catégorie comprend les services publics locaux, bancaires et assurantiels, au contenu matériel faible hors déplacement avec de plus en plus d'échanges électroniques par dématérialisation des démarches administratives.
- **La santé,** avec les activités médicales de ville, en hôpital ainsi que la production de médicaments.
- **Les loisirs** à la fois de proximité et ceux liés aux vacances.
- **Les activités relationnelles** qui agrègent l'éducation, l'accès à l'information, l'internet, la téléphonie, les relations familiales et amicales (avec le transport induit), les loisirs à domicile (électroniques, multimédia). Cette vaste catégorie connaît de profondes mutations avec des substitutions entre des fonctions auparavant disjointes (par exemple entre les déplacements physiques et la communication relationnelle par voie électronique).
- **Les déplacements liés au travail** : domicile-travail ou du fait de l'activité professionnelle).
- **Les activités d'industries lourdes et extractives** qui produisent des matériaux de base ensuite utilisés dans les industries manufacturières. Il n'est guère possible de les ventiler dans les catégories précédentes car elles deviennent difficiles à affecter à des usages précis car les produits ne cessent de se diversifier tandis que leur localisation s'est internationalisée.

La "roue des catégories d'usages"

Cette roue présente de façon claire le poids relatif des différents postes de consommation des ménages. Dans le cas de la France pour 2010 :



Il est important de s'intéresser aux dynamiques futures de ces usages avec d'une part :

- Des usages qui répondent aux besoins essentiels des populations (l'alimentation et le logement) avec des potentiels liés de progrès d'efficacité énergétique importants,
- Des usages qui peuvent être en croissance ou en faible croissance selon les modes de vie locaux futurs,
- et d'autres part des besoins en croissance très forte, dans tous les pays, car correspondant à des nouveaux modes de vivre et de produire...

- La communication et les activités relationnelles,
- Les loisirs, surtout les voyages longue distance,
- La santé (vieillesse de la population),
- Le transports de marchandises.

Les 8 conditions du passage de l'angoisse à l'action

En cohérence avec ce qui précède, les travaux de psychologie sociale soulignent qu'une fois la sensibilisation acquise sur les questions environnementales, si celle-ci conduit à une angoisse, faute

de solutions explicitées et si elle déstabilise le mode de consommation, alors le processus d'engagement se bloque, car l'angoisse conduit rarement directement à l'action. Un passage direct n'est le fait que d'une minorité de la population. C'est ce processus qui explique l'écart souvent constaté entre les opinions exprimées dans les enquêtes d'opinion et les comportements de consommation réels observés.

Le dépassement de l'angoisse pour passer à l'action nécessite de franchir 8 étapes, en pratique largement simultanées :

- Constater une convergence collective de **reconnaissance des enjeux** (entreprises, collectivités publiques, leaders d'opinion, médias et tous les types d'organisation de la société civile). Si cette convergence fait défaut la plupart des personnes se mettent en attitude d'attente.
- Accéder à une **compréhension** des enjeux et de leur temporalité. Malgré sa puissance, l'émotion ne remplace par l'éducation et des informations accessibles à toute la population quel que soit l'âge.
- Savoir situer les enjeux dans **sa vie personnelle**. Cette étape de connaissance de sa consommation d'énergie et de matières premières, de sa production de déchets, de ses émissions de polluants et de ses impacts environnementaux n'est clairement pas franchie. Une société qui veut maîtriser sa consommation de ressources et ses impacts environnementaux doit créer de nouveaux indicateurs et aider chacun à se les approprier.
- Identifier les réponses possibles aux enjeux qu'ils soient d'ordre technologique, organisationnel ou comportemental à moyen et long terme, ce qui est indispensable pour se situer personnellement dans un processus de transition.

Franchir ces 4 premières étapes permet de s'inscrire dans un double récit, celui global de l'évolution de l'ensemble de la société et celui personnel de sa propre vie et de celle de ses enfants. Les 4 étapes suivantes sont plus de l'ordre du collectif, car de nature économique et politique.

- S'appuyer sur des **réalisations exemplaires** (des collectivités, des entreprises, des comportements citoyens. Celles-ci incarnées dans des réalisations tangibles, attestent de leur diffusion possible et ont une forte valeur incitative.

- Inscrire sa propre action dans une **chronologie collective**. C'est l'objectif poursuivi par les accords internationaux et nationaux et leurs calendriers d'engagement et de mise en œuvre (dont les Objectifs de Développement Durable à caractère universel adoptés par les Nations Unies en octobre 2015. L'engagement des personnes s'accroît en effet dès lors que le calendrier des changements personnels devient synchrone avec les engagements collectifs.
- Identifier les **bénéfices** tangibles de la transition pour la réduction des dépenses des ménages par progrès d'efficacité énergétique, la réduction de coûteuses importations, la valorisation des ressources renouvelables dans les territoires, l'amélioration des comportements et la création d'emplois.
- Enfin, cette transition doit s'effectuer dans **l'équité** pour les changements à accomplir, notamment au plan fiscal.

En conclusion, un processus de transition accepté fonctionne sur le principe suivant: " Je fais, si tu fais, si nous faisons tous". La réussite de cette transition nécessite donc une transformation profonde de l'action collective (acteurs publics et privés) dans le sens d'un accompagnement progressif des personnes.

4 / Résultats de Our life 21 : des trajectoires de vie décrivant une communauté de destins

À la veille de la CdP 21, le projet Our Life 21 décrit les trajectoires de vie de 16 familles types, deux pour chacun des 8 pays sélectionnés: la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Pérou, le Sénégal et l'Algérie. Elles permettent des analyses de modes de vie intéressants tantôt par les contrastes, tantôt par les similitudes de situation: accès à l'énergie, capacités de transition, enjeux de développement, politiques publiques d'atténuation, d'adaptation, sensibilisation et éducation des populations...

Des résultats probants pour ces 16 familles

Des transitions de vie, alliant amélioration du bien-être individuel et collectif et division par 2 des émissions de GES.

Les 16 profils de familles actuels de Our Life 21 réussissent donc des transitions de vie, qui vont dans le sens d'une amélioration du bien-être individuel et collectif, et du respect collectif des limites de la planète – réduction des émissions de gaz à effet de serre (division par 2 au niveau mondial) et optimisation de l'utilisation des ressources naturelles.

Partant du principe que l'émission moyenne pour contenir le réchauffement climatique à 2°C en 2050 est de 1,6 t de GES équivalent CO₂ ou encore 1,1 t de CO₂ par personne par an, 13 des 16 familles sont sous ce plafond en 2050. Deux cas de figure se présentent.

Dans le cas de familles profitant d'un mode de vie parfois très extensif en 2015 par rapport aux autres pays ou au sein d'un même pays, doivent diminuer davantage leurs émissions de GES. Tandis que d'autres familles plus modestes accéderont à de nouveaux services énergétiques, améliorant leur niveau de vie et verront leurs émissions transitoirement augmenter.

À titre d'illustration voici quelques récits de familles mis en exergue. Il ne s'agit pas ici d'être exhaustif, des présentations complètes des 16 familles sont accessibles sur le site: www.rfi.fr. Il est cependant intéressant par cet éclairage de montrer les résultats découlant des relations entre politiques publiques et usages des individus, progressions personnelles et transformations des sociétés.

Une famille de 5 personnes vivant à Lima

Au Pérou, Ursula et Javier ont chacun une voiture qu'ils utilisent pour aller travailler (une berline routière et une seconde voiture plus petite). A Lima, il n'y a guère le choix tant les transports collectifs sont déficients. Leur voiture sert pour tous les déplacements dans l'agglomération embouteillée péruvienne et pour aller à leur maison au bord de la mer à quatre en famille ou bien rendre visite à leurs proches. Les modes de transport de ce type de famille devraient évoluer progressivement avec une place de la voiture qui restera importante. Si l'urbanisme de la ville tend à construire des immeubles avec de nombreux étages dans la zone centrale, la croissance reste horizontale en banlieue avec des constructions de faible hauteur, plus ou moins informelles, ce qui ne contribue guère à améliorer les conditions de circulation et rend difficile le développement des transports collectifs non routiers. Ce type de famille continuera donc de beaucoup circuler en voiture tout en utilisant davantage le métro et des transports collectifs, hybrides, consommant moins d'énergie. Pour les déplacements en ville, les transports collectifs se

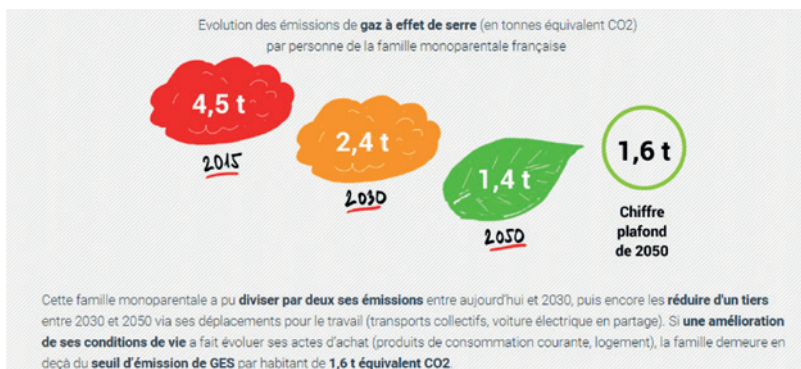


sont améliorés avec de nouvelles lignes de métro en construction. Leur voiture restera hybride tant que des capacités de recharge pour des véhicules électriques ne se seront pas diffusées massivement dans le pays.

En France, le cas d'une famille monoparentale modeste

Mère célibataire avec une fille de 6 ans, séparée de son compagnon depuis trois ans, elle habite avec sa fille un appartement de 55 m²

dans un immeuble d'habitation à loyer modéré (HLM) et bénéficie d'une aide financière au logement. L'appartement sera réhabilité en 2025. Cette rénovation comporte une isolation par l'extérieur, réalisée par l'organisme HLM grâce à des subventions publiques. Raccordé à un chauffage urbain, principalement alimenté par la chaleur issue de l'incinération de déchets ménagers, cette réhabilitation permet une diminution notable des charges de chauffage. Katya a une petite voiture, indispensable pour aller travailler et pour se déplacer quand on a un petit enfant. Son travail est à 12km de son logement. La résidence est mal desservie par les transports en commun, surtout tard le soir. La création de nouvelles lignes de métro et de tramway (2020-2030) dans le cadre du Grand Paris désenclave de nombreux quartiers. Pendant la même période des services de mobilité se développent. Les vélos et voitures électriques en autopartage connaissent un grand succès, grâce notamment aux smartphones permettant de réserver un véhicule dans des délais très courts, même en grande périphérie.

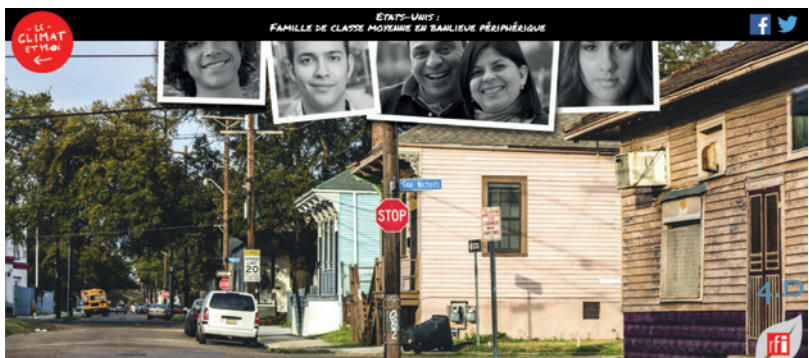


Félix et Léna, jeunes urbains vivent en Allemagne

Félix est charpentier et Lena est assistante sociale. Ils ont des revenus assez modestes. Leurs deux enfants, Ben et Mia, sont scolarisés à l'école primaire. Leur motivation est principalement une recherche d'autonomie qui les pousse à être économes, à éviter tout gaspillage, à valoriser les énergies renouvelables. Ils ont une certaine méfiance pour la société de consommation et la sophistication technologique. Mais ils utilisent largement les nouvelles technologies de commu-

nication et l'informatique qui vont dans le sens de leurs pratiques collaboratives. Cette famille rurale ayant un petit jardin a adopté un régime alimentaire non carné, avec une alimentation autant que faire se peut issue de la culture biologique. Ils adhèrent aussi à un réseau d'approvisionnement alimentaire de proximité (type AMAP). Leur cuisine s'est adaptée au rythme des saisons. Cela ne veut pas dire qu'ils ne fassent des exceptions occasionnelles pour initier les enfants à d'autres saveurs. Cette famille a réalisé après 2010 une isolation sur l'ensemble du logement de grande qualité au standard allemand "Passiv Haus", avec isolation des murs par l'extérieur à la fois pour lutter contre le froid et se protéger des canicules. Elle a changé le vieux poêle pour un nouveau utilisant des granulés de bois, mieux dimensionné du fait de la réduction des besoins de chauffage. Cette famille permet de tester les marges de progrès en direction d'un mode de vie écologique et d'explicitier l'un des équilibres possibles entre un mode de vie très satisfaisant et l'atteinte des objectifs climatiques. Les valeurs de cette famille sont celles d'une transition écologique. Son bilan d'émissions de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre est ensuite déterminé, au-delà de leur comportement personnel, par l'évolution en amont des modes de production de l'économie allemande. L'objectif allemand est de diviser par deux sa consommation d'énergie par rapport à 2010, et donc qu'elle soit inférieure à 2 tep par habitant. Cette famille fait beaucoup mieux avec 754 kg de CO₂ / personne.

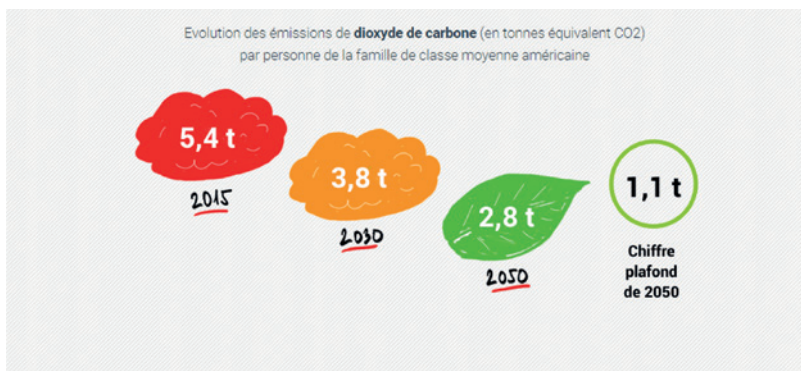
Un couple, trois enfants en grande banlieue de La Nouvelle-Orléans



Tous deux travaillent dans le centre-ville, lui est agent de sécurité en mairie, elle, aide-soignante à l'hôpital. Cette famille est représentative des classes américaines modestes, aux conditions de vie difficiles. En particulier, celles d'immigration récente.

Les émissions de cette famille restent importantes bien que ses consommations soient modestes et qu'elle bénéficie d'un climat clément. Dans le cas de cette famille, ce sont les émissions de gaz carbonique liées au transport qui pèsent le plus. Elles seront, dans le futur, difficiles à réduire, car les distances sont trop longues pour envisager des véhicules électriques. La transition énergétique de cette famille est dépendante des politiques publiques futures dans les secteurs les plus pollués, en particulier les transports et l'industrie américaine, le secteur pétrochimique notamment.

Le changement climatique a pris une dimension très concrète pour cette famille néanmoins, depuis le passage de l'ouragan Katrina. Le 23 août 2005, les vagues de l'océan ont submergé les digues et les ont détruites. L'eau a envahi la ville située en dessous du niveau de la mer. Cette catastrophe, qui a fait plus de 1 800 morts et 140 000 sinistrés, a clairement montré la nécessité de sensibiliser la population. Plus l'alerte est donnée tôt, mieux elle peut se protéger. L'adaptation au changement climatique ne nécessite pas seulement la construction de digues ou d'autres ouvrages. Il est indispensable que des décisions d'urbanisme soient prises pour ne pas construire en zones inondables. Une culture collective d'apprentissage des risques et des comportements adaptés doit être largement diffusée au sein de la population.



Des butées restent importantes et pèsent sur les familles, c'est le cas quand une organisation spatiale est telle qu'elle génère beaucoup de déplacements, que ceux-ci ne peuvent s'effectuer qu'en voiture ou en avion même sur des trajets nationaux quand il n'y a pas d'autres transports en commun possible sur longue distance (faute de développement de trains à grande vitesse par exemple). Au poids des transports s'ajoute celui très important de l'industrie.

le cas de familles "autochtone" au mode de vie traditionnel

On ne saurait résumer la diversité des situations que regroupe l'appellation "autochtones". Il y a différents héritages culturels, des contextes très locaux. Néanmoins prenons deux cas en Amazonie. Des personnes qui sont engagées dans un processus d'intégration en maîtrisant des rudiments d'espagnol et qui, tout en gardant un mode de vie assez traditionnel, ont aussi la possibilité d'avoir des recettes en monnaie péruvienne pour acheter des équipements usuels et améliorer leurs conditions de vie.

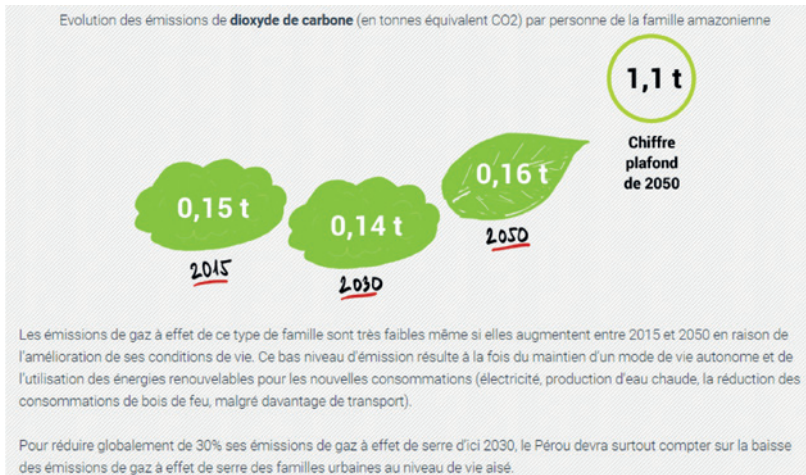
Il y a aussi des populations beaucoup plus à l'écart qui subissent différentes ingérences dans leur territoire : des chercheurs d'or et d'autres matières premières, des compagnies pétrolières, des trafiquants de drogue et des agriculteurs pauvres défrichant et s'installant. Ces familles-là vivent une situation difficile et sont agressées dans leur mode de vie.

Cette civilisation, exposée aux plus grandes difficultés, exprime en même temps une philosophie de vie qui est en avance sur les pays dits développés, qui ont rompu depuis des siècles avec l'écoute des processus naturels alors que la nécessité s'impose de plus en plus de comprendre que le futur de l'humanité dépend des ressources – inévitablement limitées – de la planète et de la nécessité absolue de protéger l'environnement.

Le projet Our Life 21 s'est penché sur le cas de ces équilibres difficiles entre le maintien d'une culture ancestrale et l'amélioration de conditions de vie dans un environnement en mutation. Un monde en deçà de 2 degrés permet un mode de vie en harmonie avec son environnement.

La famille modélisée est celle d'un couple parlant un peu l'espagnol, leurs parents sont analphabètes et habitent avec eux. Ils ont quatre enfants. Le père travaille, il transporte des marchandises et

des personnes au long du fleuve Huallaga. La mère reste à la maison et cultive un petit jardin. Les grands-parents fabriquent des outils usuels en bois et préparent des plantes médicinales.



Les politiques publiques conditionnent fortement l'amélioration des conditions de vie des familles et leur bilan d'émissions

La moitié des émissions impliquent le choix des ménages pour leur lieu de vie, leur déplacements, leur alimentation, leurs actes de loisirs et de consommation... eux-même en lien avec l'organisation collective et le contexte économique. La lutte contre le réchauffement climatique implique de dépasser des désaccords culturels, politiques et sociaux par une nouvelle promesse du progrès. En plus des changements d'énergie des améliorations de technologies, il faut agir au plan de l'organisation collective et des comportements individuels.

Le projet Our Life 21 souligne l'enjeu des politiques publiques dans l'amélioration des conditions de vie des familles, soit parce qu'elles servent d'incitations directes pour modifier les comportements, soit qu'elles ouvrent des marges de manœuvre aux familles. Ce dernier pan consolide un consensus large de la population pour une transition énergétique.

Rassembler l'ensemble des politiques publiques identifiées selon la situation des familles de Our Life 21 dépasserait le cadre de cette présentation. Les enjeu principaux concernent le l'amélioration de l'efficacité énergétique, la qualité de construction des bâtiments, la

réhabilitation du patrimoine bâti ancien, la valorisation des énergies renouvelables notamment pour la production d'électricité, le recyclage des déchets, l'adaptation de l'agriculture, la lutte contre la déforestation et la dégradation des sols, une réduction massive de la consommation d'hydrocarbures par les transports et bien sûr un accès à l'investissement...

Il y a aussi des points durs qui se dégagent :

D'abord la propension accrue à la mobilité : l'histoire va dans le sens d'une hypermobilité, une équation entre des distances longues et des temps courts. L'aspiration aux voyages enrichit une ouverture sur le monde, la culture de l'autre. La réduction de l'empreinte liée aux déplacements est conciliable avec le respect des limites de la planète, mais en réinventant ses temps de voyage, pour plus de longs séjours, moins de frénésie aérienne...

Ensuite, les politiques urbaines et l'organisation économique : cela concerne la maîtrise de l'étalement urbain, le réaménagement des zones périurbaines. Avec en positif les dynamiques actuelles d'innovation sociale, organisationnelle, et technologique permettant aussi d'éviter des déplacements (télétravail, espace de co-working, aménagement de temps de travail, MOOC,...)

Enfin, la réduction des consommations de matière avec, en réponse, l'avancée vers une économie circulaire : meilleure gestion des déchets, généralisation du recyclage, retour de la matière organique au sol, comme amendement et afin d'augmenter le stockage de carbone dans le sol.

Cela nous ramène à la roue des catégories d'usage, présentée plus en amont. Dans la lignée de l'exemple ci-dessus, l'approche par la roue des usages rend par exemple perceptible le lien entre une agriculture plus durable pour réduire le poids de l'alimentation dans ma vie au regard de l'ensemble de ma consommation d'énergie.

La description par des récits permet de dépasser, en termes compréhensibles par tous, la complexité qu'impose les enjeux globaux et de se situer localement dans le quotidien de chacun. Mêlant capacités individuelles et collectives, politiques publiques à des échelles différentes et évolution des modes de production, les récits indiquent dans le temps des chemins de transition qui convergent vers une communauté de destins de l'humanité, dans un monde stabilisé. En paix avec elle-même et sa planète.